



*Un regard sur les stratégies en Afrique*

**Bulletin N°002 – Bis**

## **Le monde, selon le COVID-19 et le monde d'après**



Burkina Faso

Siège : Koubri, Grand Ouagadougou

18 BP 259 Ouaga Kossyam

Tél : (+226) 25 39 34 33

Mobile : (+226) 76 02 68 38

<http://www.cedam-af.org>

E-mail : [cedam@cedam-af.org](mailto:cedam@cedam-af.org)

---

**Le Cercle d'Études Afriques – Mondes (CEDAM)** est une association non partisane, à caractère scientifique et à but non lucratif. Il se présente comme une structure de la société civile, régi par la loi n°064-2015/CNT du 20 octobre 2015, portant liberté d'association (Burkina Faso).

Le CEDAM s'intéresse aux questions stratégiques, notamment celles relatives aux enjeux politiques, diplomatiques, économiques et sécuritaires des relations entre États, entre États et Institutions Internationales, entre États et Entreprises multinationales et entre plusieurs des structures citées.

Il a été créé en mars 2019 par un regroupement d'universitaires, de hauts cadres de l'administration et des personnes ressources, d'ici et d'ailleurs.

**Dr Daniel KERE, Directeur Exécutif du CEDAM**

---

# **Cercle d'Études Afriques – Mondes**

**Siège : Koubri, Grand Ouagadougou**

**18 BP 259 Ouaga Kossyam**

**Tél : (226) 25 39 34 33**

**Mobile : (226) 76 02 68 38**

**<http://www.cedam-af.org>**

**E-mail : [cedam@cedam-af.org](mailto:cedam@cedam-af.org)**

**CEDAM**

**Bulletin N°002 – Bis**

**Mai 2020**

**Ouagadougou, Burkina Faso**

---

## **Avertissement**

**Les articles publiés dans ce bulletin sont des opinions personnelles, propres à leurs auteurs. Ils ne reflètent pas nécessairement les opinions des membres du Cercle d'Études Afriques – Mondes.**

---

## Table des matières

Impacts socio-économiques potentiels du Covid-19 au Burkina Faso. Dr Boundia Alexandre THIOMBIANO (Université Nazi Boni), Dr Jean Abel TRAORE (Université Norbert Zongo), avec la collaboration de Monsieur Arsène P. YODA (Économiste) \_\_ 1

## Impacts socio-économiques potentiels du Covid-19 au Burkina Faso

Dr. Boundia Alexandre THIOMBIANO <sup>1,2</sup> et Dr. Jean Abel TRAORE <sup>3</sup>

Avec la collaboration de M. Arsène YODA <sup>4</sup>

1. Centre d'Etude et de Recherche sur la Résilience et le Développement (CERRD). Email: boundia@cerrd.org

2. Enseignant-chercheur à l'Université Nazi BONI (Ex-Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso)

3. Enseignant-chercheur à l'Université Norbert ZONGO de Koudougou. Email : traorejeanabel@gmail.com

4. Economiste Email : paryoda10@gmail.com



### Eléments clés

- Les canaux de transmission des impacts du Covid-19 au niveau de l'économie burkinabè sont le commerce extérieur, les transferts de la diaspora, la demande et l'offre domestiques
- Selon la durée de la pandémie, l'économie du pays connaîtra une contraction plus ou moins grande avec une baisse des recettes fiscales et une perte du pouvoir d'achat des ménages
- Le secteur agro-sylvo-pastoral est le secteur le plus vulnérable aux effets du Covid-19
- Il y a un risque d'aggravation de la pauvreté des ménages ainsi que des inégalités sociales au Burkina Faso du fait du Covid-19
- Le covid-19 pourrait à la fois être une opportunité de développement de nouvelles activités génératrices de revenus

## Résumé

La pandémie du Covid-19 pose un grand défi sanitaire et économique aux pays du monde. L'Afrique, et en particulier le Burkina Faso, pourrait être plus affectée économiquement ; ce qui pourrait entraîner une dégradation de la situation socio-économique déjà difficile. En vue de contribuer à éclairer la réponse gouvernementale indispensable pour atténuer l'impact économique et social de la pandémie, la présente étude a eu pour objectif d'évaluer l'ampleur des effets potentiels du Covid-19 sur l'économie du Burkina Faso. La méthodologie a consisté en une analyse des principales recherches sur l'impact du Covid-19, et en une simulation en Equilibre Général Calculable (EGC) de la dynamique de l'économie Burkinabè. Trois scénarii composites (scenario optimiste-S1, modéré-S2 et pessimiste-S3) d'impact sur l'économie Burkinabè ont été construits à partir des prévisions de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du Commerce sur les impacts du Covid-19 en Afrique subsaharienne. Les résultats indiquent que par rapport à 2019, le Produit intérieur brut réel baisserait de 2,51%, 5,10% et 8,98% sous les scénarii S1, S2 et S3 respectivement. Le secteur agro sylvo pastoral perdra le plus de valeur ajoutée avec -4.35% (pour S1), -8,27% (pour S2) et -14,63 % (pour S3). Les recettes fiscales baisseront de -2,07% pour S1, et -2,61% et -5,23% pour S2 et S3. Les résultats montrent également une baisse du pouvoir d'achat. Ce qui pourrait conduire à une aggravation de la pauvreté et des inégalités si des mesures de politiques sociales et économiques inclusives ne sont pas prises suffisamment à temps.

## 1. Introduction

Apparue en Chine en décembre 2019, l'épidémie à coronavirus (COVID-19) s'est propagée dans le monde avec une célérité inquiétante mettant à rude épreuve les systèmes sanitaires les plus modernes (Surico and Galeotti, 2020). Bien que les personnes âgées semblent beaucoup plus vulnérables (plus de décès), le COVID-19 affecte toutes les couches sociales. Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECEA), le covid-19 pourrait tuer environ 300 000 personnes en Afrique dans le scénario optimiste (UNECA, 2020). Au Burkina Faso, les simulations ont montré que le nombre d'infectés pourrait atteindre 6 millions (Guero *et al.*, 2020), voire 7 millions de personnes (Zio *et al.*, 2020) si aucune mesure de prévention n'était prise.

Afin de limiter l'aggravation de la crise sanitaire, la majorité des pays ont adopté des mesures drastiques telles que le confinement des populations, la mise en quarantaine des villes touchées, et la fermeture des frontières terrestres et aériennes. Les secteurs de production de biens et de services tels que l'industrie et les transports ont par conséquent été paralysés ou freinés à des degrés divers annonçant un coût économique et social croissant avec la durée de la pandémie. Les mesures de lutte contre le covid-19 bien que vitales sur le plan sanitaire pourraient donc engendrer des conséquences

néfastes sur les économies des pays. Les bouleversements politiques et économiques qui vont découler seront plus complexes que les conséquences de la crise de 2008 et pourraient se faire sentir sur plusieurs générations (Kissinger, 2020). Si l'Afrique demeure actuellement la région la moins touchée par le covid-19 (OMS, 2020), les corollaires socioéconomiques des mesures visant à limiter la propagation de la pandémie pourraient y être plus graves comparativement au reste du monde. L'impact économique et social de la pandémie dans les pays africains constitue donc une préoccupation à bien des égards, au regard de leur forte dépendance au commerce mondial des matières premières, la prédominance d'un secteur informel à faible productivité et la pauvreté endémique qui y sévit. Cette situation qui prévaut au niveau continental est également valable pour le Burkina Faso dont les mesures anti-propagation du covid-19 comprennent l'instauration d'un couvre-feu sur toute l'étendue du territoire national, la mise en quarantaine des villes touchées, la fermeture des écoles, des universités et des marchés à forte affluence, l'interdiction des regroupements de plus 50 personnes.

Bien que la nature négative, déjà perceptible, des effets du COVID-19 sur l'économie burkinabè fait l'unanimité, l'ampleur de ces effets à court et à moyen terme, suscite en revanche plusieurs interrogations nécessitant des investigations rigoureuses et approfondies. Ces investigations sont nécessaires afin d'éclairer la réponse gouvernementale indispensable pour atténuer l'impact économique et social de la pandémie. Ainsi, la présente note a pour objectif d'évaluer l'ampleur des effets socio-économiques potentiels du COVID-19 sur l'économie du Burkina Faso. Il s'agit de d'évaluer les effets de la pandémie tant au niveau macroéconomique qu'au niveau social.

Notons qu'il est encore trop tôt pour traiter des conséquences réelles de la pandémie du covid-19 sur les économies des différents pays. Au stade actuel, cet impact ne peut être apprécié qu'au travers de recueil d'opinions, d'analyse logique et de modélisation économique. La performance de la modélisation dépendra fortement de la précision des modèles mais aussi de la disponibilité de données récentes permettant de faire tourner ces modèles.

## **2. Méthodologie**

### **2.1 Modèle de simulation et données**

La présente étude a exploité les informations tirées de la revue des principaux travaux et analyses portant sur les effets du covid-19 à travers le monde. Cette analyse critique est complétée par une modélisation en Equilibre général calculable (EGC) de l'économie burkinabè. Le modèle EGC a été utilisé pour analyser les effets multisectoriels, directs et indirects du Covid-19 sur l'économie du pays. Les modèles EGC sont des représentations mathématiques de l'économie, fondées sur une Matrice

de Comptabilité Sociale (MCS). Ils permettent de mesurer l'incidence des chocs exogènes et des politiques économiques. Notre étude a utilisé le modèle EGC (voir annexes) dynamique et séquentiel PEP-t-1 (Décaluwé et al, 2013). La MCS utilisée est celle de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) pour le Burkina Faso (base 2008) mais dynamisée (projection) jusqu'en 2020. Le choix de la MCS base 2008 dynamisée s'explique par le fait qu'elle est plus désagrégée que la MCS récente de l'INSD base 2013 utilisée par Ouédraogo et al. (2020). Donc la MCS utilisée permet une analyse plus fine que la MCS de l'INSD base 2013. Et le fait de la dynamisée jusqu'en 2020 permet de refléter au mieux la situation actuelle de l'économie du Burkina en 2020. Le caractère dynamique et séquentiel du modèle a permis de projeter les données de la MCS (base 2008) sur 12 ans sur la base du taux de croissance annuel moyen du PIB réel par habitant et du taux de croissance démographique annuel moyen du Burkina Faso sur la même période. Elle nous permet de simuler l'impact du Covid-19 sur des variables d'intérêt tels que le PIB, la production sectorielle, les recettes fiscales, et les revenus réels des ménages. Cette MCS qui prend également en compte le caractère formel et informel des activités économiques. Elle est constituée de six (06) groupes de comptes (Tableau 1): i) 28 activités de production de comptes; ii) 28 comptes pour les produits (chaque activité produit un seul bien ou service et chaque produit est produit par une seule activité); iii) 7 facteurs de production (6 types de travail et une seule classe de capital); iv) 8 catégories de ménages selon l'activité du chef de ménage (3 salariés, 3 agricoles et 2 non agricoles); v) 2 autres agents institutionnels: le gouvernement et le reste du monde; vi) 1 compte d'épargne-investissement.

**Tableau 1 Les groupes de comptes de la MCS**

Comptes	Description
Activités/Biens et Services	
Agriculture (9)	Céréales; Fruits et légumes; Coton; Autres produits de rente; Bovin; Autres élevages; Produits d'élevage; Foret; et Poisson
Industries formelles (6)	Industries extractives; Boisson et tabac modernes; Textiles; Électricité, gaz et eau; Autres industries manufacturières modernes; Construction moderne
Industries informelles (2)	Industries manufacturière informelles ; Construction informelle
Services formels (8)	Commerce moderne; Transport moderne ; Poste et télécommunication; Services financiers; Hôtel; Autres services marchands modernes; Services non marchands privés et parapublics; et Services non marchands publics
Services informels (3)	Commerce informel ; Transport informel; Autres services marchands informels

Facteurs de production	
Travail (6)	Rural formel; Urbain formel qualifié; Urbain formel non qualifié; Rural informel; Urbain informel qualifié; et Urbain informel non qualifié
Capital (1)	Capital
Institutions	
Ménages (8)	Salariés secteur public; Salariés secteur privé formel; Salariés secteur informel; Producteurs de coton; Éleveurs de bétail; Autres éleveurs; Employés non agricoles; et Inactifs
Autres (2)	Gouvernement; Reste du monde

### 2.1. Les scénarii de l'impact économique de la Covid-19

En raison du caractère très évolutif et aléatoire, il est quasiment impossible de prédire avec justesse les multiples effets de la pandémie de COVID-19 sur l'économie burkinabè. Néanmoins, il est évident que ces effets seront de plus en plus sévères suivant la durée de la crise. C'est pourquoi il est judicieux d'explorer une fourchette de scénarii fondés sur des hypothèses formulées sur les potentiels canaux d'impact de la pandémie. Dans cette analyse, 3 scénarii (optimiste, modéré et pessimiste) ont été formulés sur la base de 3 canaux d'impact (Tableau 2): le canal de la demande extérieure de biens et services, le canal des transferts de fonds de la diaspora et le canal de la production domestique.

Ces différents canaux ont déjà été utilisés dans le cadre d'analyses sur l'impact économique du coronavirus dans le contexte du Burkina Faso (Ouédraogo *et al.*, 2020), de l'Afrique et du Monde (Bekkers *et al.*, 2020; Maliszewska *et al.*, 2020). Toutefois, les scénarii formulés ici ont la particularité de simuler différents chocs en fonction de la vulnérabilité (ou exposition) des secteurs de production à la pandémie :

- **Scénario 1 (optimiste)** : la durée de la pandémie n'excède pas 3 mois au niveau national comme au niveau mondial (à partir du mois de mars : premiers cas confirmés au Burkina). Dans ce cas, les exportations totales de biens et services et les transferts de la diaspora sont supposés chutés respectivement de 5% et 10%. L'offre agrégée de travail formel et celle de travail informel sont supposées se contracter, respectivement de 2% et 3%. Enfin, l'offre de capital dans les secteurs des services formels et informels se réduit de 2%.
- **Scénario 2 (modéré)** : la pandémie dure 6 mois au niveau national comme au niveau mondial. La réduction des exportations totales de biens et services et des transferts de la diaspora s'amplifie pour atteindre, respectivement 10% et 15%. L'offre agrégée de travail formel et celle de travail informel chutent,

respectivement de 3% et 5%. La contraction de l'offre de capital dans les secteurs des services formels et informels atteints 3%.

- **Scénario 3 (pessimiste)** : la durée de la pandémie atteint 9 mois. Les exportations totales baissent de 13,4%, taux de variation estimé par des chercheurs de l'OMC (Bekkers *et al.*, 2020) dans un scénario similaire concernant l'Afrique au Sud du Sahara. Les transferts de fonds de la diaspora chutent de 23,1% suivant les estimations de la Banque Mondiale pour le continent africain (Bisong *et al.*, 2020; Ratha *et al.*, 2020). L'offre agrégée de travail formel et celle de travail informel chutent, respectivement de 5% et 10%. Enfin, l'offre de capital dans les secteurs des services formels et informels diminue de 5%.

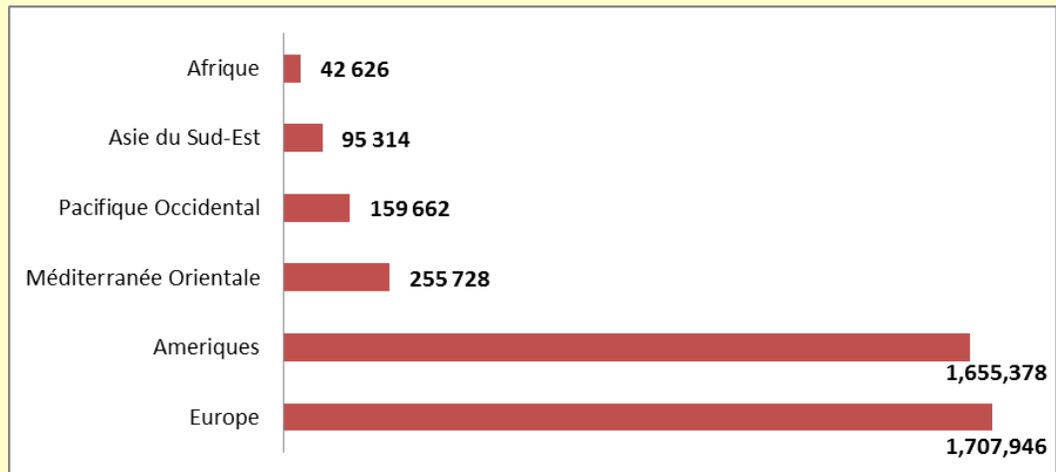
**Tableau 2: Récapitulatif des différents scénarii d'analyse**

Scénario 1 (Optimiste)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une réduction de 5% des exportations totales de biens et services</li> <li>- Une réduction de 10% des transferts de la diaspora aux ménages</li> <li>- Une réduction de 2% de l'offre agrégée de travail formel</li> <li>- Une réduction de 3% de l'offre agrégée de travail informel</li> <li>- Une réduction de 2% de la demande agrégée de capital dans le secteur des services formels et informels</li> </ul>
Scénario 2 (Modéré)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une réduction de 10% des exportations totales de biens et services</li> <li>- Une réduction de 15% des transferts de la diaspora aux ménages</li> <li>- Une réduction de 3% de l'offre agrégée de travail formel</li> <li>- Une réduction de 5% de l'offre agrégée de travail urbain informel</li> <li>- Une réduction de 3% de la demande agrégée de capital dans le secteur des services formels et informels</li> </ul>
Scénario 3 (Pessimiste)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une réduction de 13,4% des exportations totales de biens et services</li> <li>- Une réduction de 23,1% des transferts de la diaspora aux ménages</li> <li>- Une réduction de 5% de l'offre agrégée de travail formel</li> <li>- Une réduction de 10% de l'offre agrégée de travail urbain informel</li> <li>- Une réduction de 5% de la demande agrégée de capital dans le secteur des services formels et informels</li> </ul>

### 3. Evolution de la pandémie du covid-19 dans le monde

L'Afrique s'en sort avec le nombre d'infectés le moins élevé dans le monde. Si la pandémie semble décliner en Asie, elle s'aggrave de façon vertigineuse en Europe et en

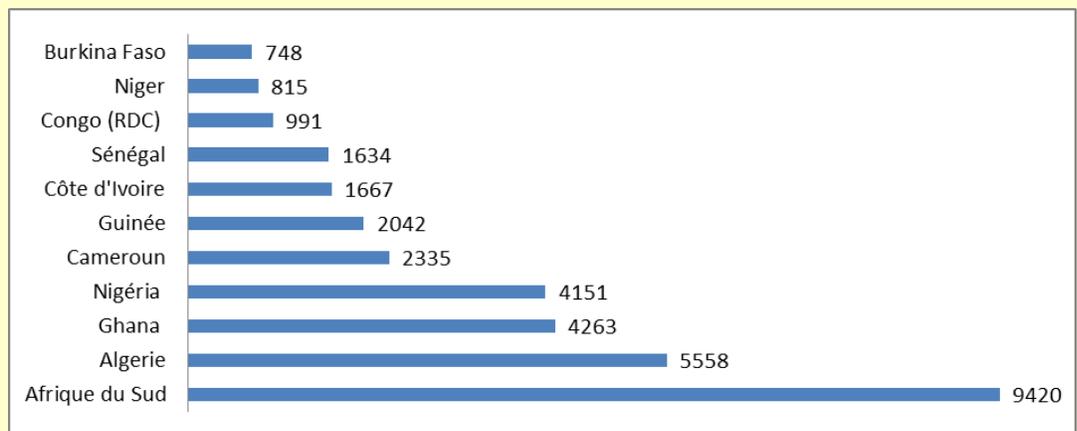
Amérique. En effet, le nombre de décès cumulés a franchi la barre de 150.000 morts en Europe. Le taux de létalité demeure relativement faible en Afrique environ 3,6% (Figure 1).



**Figure 1 : Nombre de cas confirmés de COVID-19 par région du monde**

**Source :** <https://covid19.who.int/>, (Dernière mise à jour : 10/05/2020)

Pour ce qui est de l'Afrique, les pays les plus touchés sont respectivement l'Afrique du Sud (9.420 cas), l'Algérie (5.558 cas), le Ghana (4263 cas) et le Nigéria (4151 cas). Le Burkina Faso enregistre 748 personnes infectées mais se retrouve parmi les 5 pays qui ont les taux de mortalité les plus élevés (Figure 2).



**Figure 2 : Nombre de cas dans les 11 pays africains les plus touchés**

**Source :** <https://www.afro.who.int/fr/node/12206>, (Dernière mise à jour : 10/05/2020)

Au Burkina Faso la région du Centre enregistre environ 83% des cas confirmés suivis des Hauts Bassins avec 9%.

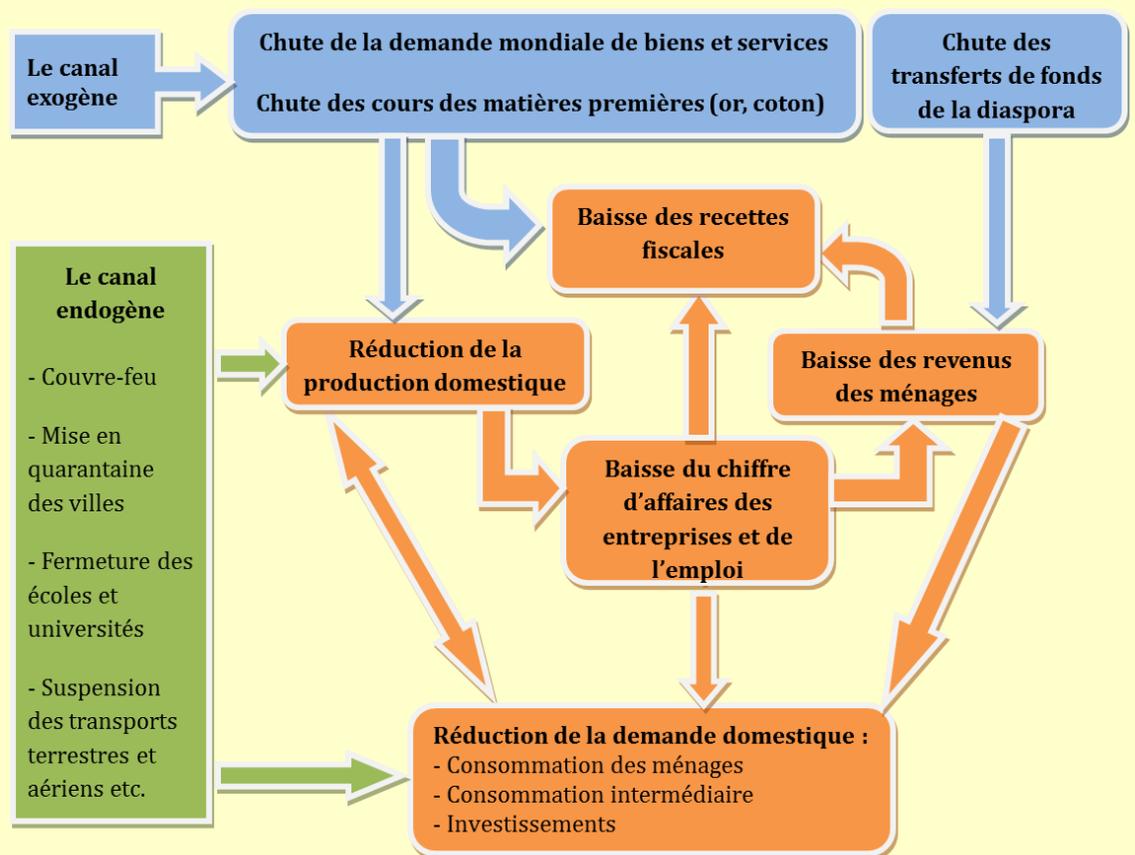
Au regard de l'évolution de la pandémie, la majorité des experts économistes s'accorde à reconnaître qu'une récession économique est inévitable dans le monde du fait du COVID-19. Une enquête d'opinion menée par le centre de recherche *Initiative for Global Market (IGM)* de l'Université de Chicago Booth indique que 82% des économistes américains pensent qu'une récession se profile à l'horizon quel que soit le degré de mortalité de la pandémie contre 62% d'économistes européens (Vaitilingam, 2020). Ouédraogo et al.(2020) prévoient une baisse de la croissance économique au Burkina Faso. Les impacts économiques négatifs du COVID-19 seraient plus la résultante de la panique (facteur peur) et des distorsions créées par les mesures prises pour contrer la pandémie que sa morbidité même (Vaitilingam, 2020). Les économies faiblement développées (essentiellement l'Afrique et les pays d'Asie du sud) apparaissent les plus exposées aux effets du COVID 19 en raison de la faiblesse des systèmes de santé, de la faible capacité d'accès aux mesures d'hygiène (savon, gel hydro alcoolique), à l'extraversion des économies et, le faible accès à internet pour permettre le travail à distance comme dans les pays développés (Surico and Galeotti, 2020).

#### **4. Les canaux de transmission des effets de la pandémie du Covid-19 sur l'économie Burkinabè: faits stylisés**

Les canaux de transmission du covid-19 sont analysés du point de vue de l'économie globale (Figure 5), mais aussi du point de vue micro-économique (Figure 6). L'analyse micro-économique permet de donner une idée des mécanismes par lesquels les ménages pourraient être affectés par le covid-19 et les mesures barrières qui ont été mises en œuvre.

##### **4.1 Comment le Covid-19 pourrait affecter l'économie du Burkina Faso ?**

Le Covid-19 pourrait affecter dans le court terme, l'économie burkinabè à travers 4 principaux canaux de nature exogène et endogène. Le canal exogène est constitué du canal du commerce extérieur et du canal des transferts de fonds de la diaspora tandis que le canal endogène se compose des canaux de l'offre et de la demande domestiques (Figure 3). A travers ces canaux le coronavirus pourrait engendrer sur l'économie burkinabè un effet boule de neige qui grandira sans cesse tout en annihilant des décennies d'efforts consentis (ou d'améliorations réalisées) en termes de lutte contre la pauvreté et des inégalités. A cet effet la Figure 5 illustre selon une approche microéconomique comment le Covid-19 pourrait exacerber les conditions de vie des différentes catégories de ménages (impacts socio-économiques).



**Figure 3 : Canaux d'impact du COVID-19 sur l'économie au Burkina Faso**

Source : construction des auteurs

#### 4.1.1 Le canal du commerce extérieur

La chute probable de la croissance économique mondiale incluant celle des partenaires commerciaux du Burkina que sont l'Europe, les Etats-Unis et la Chine, affectera négativement ses exportations de biens et de services. Cela pourrait s'aggraver en cas d'une chute vertigineuse des cours des matières premières telles que l'or et le coton représentant plus de 80% des exportations du Burkina Faso. La contraction des exportations implique aussi celle de la production nationale et des pertes considérables en termes de chiffre d'affaires et de recettes fiscales pour l'Etat. A l'analyse, le commerce mondial des marchandises devrait afficher un recul de 13% à 32% en 2020 du fait de la pandémie de COVID-19. Entre le 16 janvier et le 15 avril, les cours du coton ont dégringolé de 26,1 %. Or, en Afrique de l'Ouest, des pays comme le Mali et le Burkina Faso sont ainsi dépendants de certaines exportations agricoles telles que le coton. Pour ces pays, le Covid-19 rime donc avec baisses des recettes d'exportations. Le cours de l'or devrait logiquement poursuivre son évolution à la hausse durant les

semaines à venir. Investir dans l'or reste - de tout temps et spécialement en période incertaine- un investissement rentable pour qui souhaite assurer son épargne sur le long terme.

#### **4.1.2 Le canal des transferts de la diaspora**

La réduction de la croissance économique et l'emploi au niveau mondial implique des pertes de revenus pour la diaspora qui pourrait également réduire ses transferts vers les ménages burkinabè. Cela induit une baisse du revenu des ménages qui affectera négativement la consommation finale des biens et services tout en exerçant des pressions baissières sur les recettes fiscales. Les envois de fonds devraient chuter dans toutes les régions où œuvre le Groupe de la Banque mondiale, avec un recul particulièrement marqué en Europe et en Asie centrale (27,5 %), devant l'Afrique subsaharienne (23,1 %), l'Asie du Sud (22,1 %), le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (19,6 %), l'Amérique latine et les Caraïbes (19,3 %) et l'Asie de l'Est et le Pacifique (13 %). En 2020, la Banque mondiale estime une baisse historique des envois de fonds mondiaux de 110 milliards de dollars américains, l'Afrique subsaharienne (ASS) devant connaître une baisse d'environ 23,1% pour atteindre 37 milliards de dollars, avant un redressement de 4 % attendu en 2021. La baisse prévue est à imputer à une conjugaison de facteurs liés à l'impact de l'épidémie dans les pays où résident les migrants originaires d'Afrique, à savoir la zone euro, les États-Unis, le Moyen-Orient et la Chine. Ces grandes économies accueillent une part importante des migrants subsahariens et représentent, ensemble, pratiquement un quart des remises migratoires totales vers la région.

#### **4.1.3 Le canal de la production domestique**

Les mesures prises pour limiter la propagation de la pandémie (fermeture des marchés, mise en quarantaine, couvre-feu,...) associée la réduction des exportations affectent indéniablement et négativement la production domestique. La chute de l'offre nationale pourrait entraîner la diminution du chiffre d'affaires des entreprises et l'augmentation du chômage. Cela implique encore une perte en termes de revenus pour les ménages et de recettes fiscales pour l'Etat. Les mesures pour limiter la propagation de la pandémie vont perturber les activités économiques notamment les services et l'industrie. Les entreprises de production seront plus touchées que les entreprises de service en raison de l'effet de la maladie sur la chaîne d'approvisionnement. L'analyse de l'évolution du secteur tertiaire indique une réduction de la contribution des services marchands formels et une augmentation de la contribution des services marchands informels (AfDB, 2020). Les services fournis par l'économie informelle se retrouvent notamment, dans le commerce, les transports, la restauration et les autres services marchands. Exclusivement tournée vers le marché intérieur, l'économie informelle a pour principal débouché, la satisfaction des besoins des ménages par les services marchands. Elle contribue aux recettes fiscales par le paiement des patentes, mais sa part dans les impôts et taxes payés à l'État reste faible.

#### **4.1.4 Le canal de la demande domestique**

Les mesures anti-propagation de la pandémie perturbent la demande domestique de biens de services pour motif de consommation finale, de consommation intermédiaire et d'investissement. Cela induirait nécessairement des pressions négatives sur la production domestique alimentant de nouveau la spirale néfastes sur les chiffres d'affaire, l'emploi, les revenus et les recettes fiscales. Les mesures pour limiter la propagation de la pandémie vont perturber aussi la consommation finale des biens et services. La demande domestique pourrait être affectée par (i) l'incertitude sur l'expansion de la pandémie, (ii) la faiblesse voire l'absence de politiques gouvernementales claires de soutien à l'économie, (iii) la perte de revenus, (iv) l'augmentation de l'épargne de sécurité par les ménages et, (v) la réduction des investissements par les entreprises (peur de l'incertitude ou manque de liquidité).

Dans le cas du Burkina Faso par exemple, la décision de suspension des transports publics ou de fermetures des restaurants et bars entraîne inévitablement des pertes temporaires d'emploi. Cette perte occasionne la perte de revenu de nombreux travailleurs qui voient ainsi leur pouvoir d'achat érodé, et donc ils participeront moins au marché. Ce qui implique une détérioration de la demande des biens et services, et par conséquent une chute du chiffre d'affaires des entreprises encore fonctionnelles. En somme la pandémie du COVID-19, à travers les mesures de riposte, de même que le facteur peur, entraîne une destruction des surplus de l'économie réelle. L'ampleur de cette destruction est fonction de l'ampleur des feedback et des complémentarités pouvant exister entre la demande et l'offre contractées.

#### **4.2 Approche microéconomique des canaux d'impact du COVID-19**

Le covid-19 et les mesures prises dans le cadre de la gestion de la pandémie créent des distorsions qui affectent négativement les activités et les revenus des individus et des ménages. Ces distorsions si elles ne sont pas prises en charge par des politiques économiques et sociales suffisamment à temps, peuvent entraîner une aggravation de la pauvreté et des inégalités sociales (Figure 4). Elles sont susceptibles d'agrandir le fossé entre pauvres et riches en ce sens que les couches vulnérables sont moins résilientes à ce type de choc, comparativement aux non pauvres.

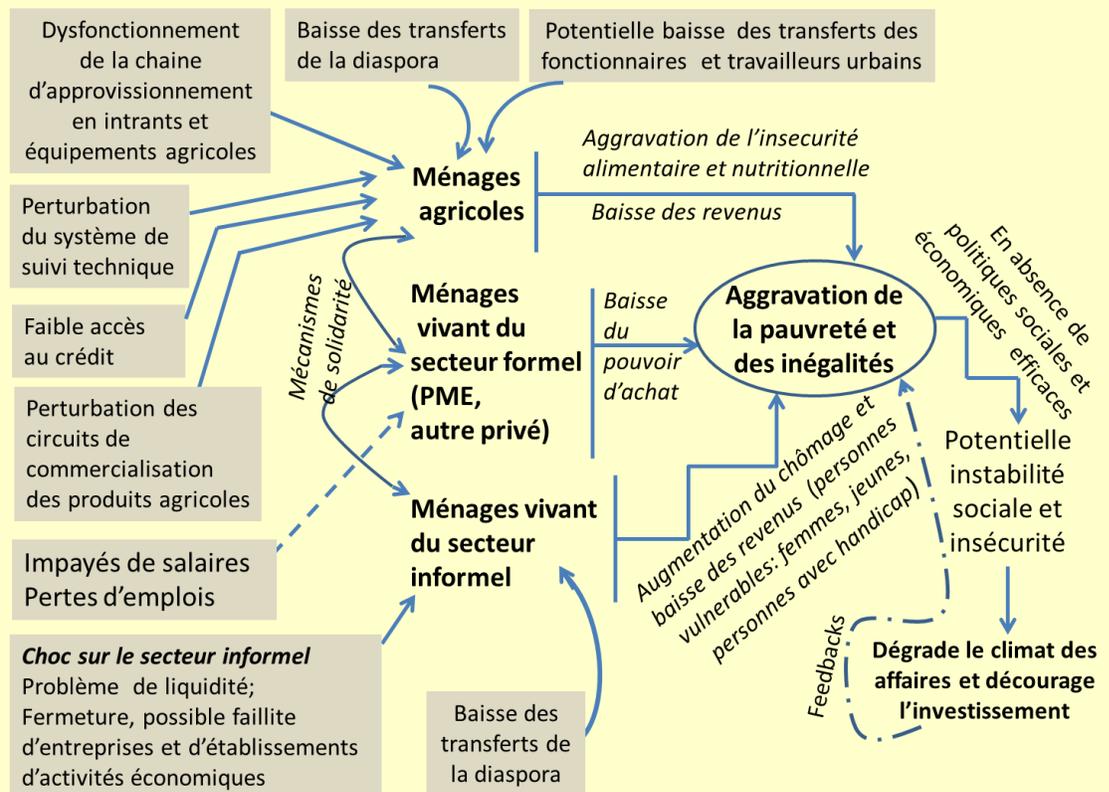
Les ménages agricoles verraient une augmentation de la pauvreté et des inégalités au travers de l'aggravation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la baisse de leurs revenus. Toute chose égale par ailleurs, les facteurs qui contribueraient à cette aggravation du fait du covid-19 et des mesures de prévention et de luttes sont :

- la potentielle baisse des transferts des fonctionnaires et travailleurs urbains qui seront également affectés par le contexte du covid-19 et verraient donc leur capacité financière affectée;

- la baisse quasi certaine des transferts de la diaspora qui elle aussi vit des situations difficiles en raison du covid-19 dans leurs pays d'accueil, et donc verront leur capacité d'assistance aux proches réduite ;
- le dysfonctionnement des chaînes d'approvisionnement en intrants et équipements agricoles. Ce qui affectera la capacité de production des agriculteurs ;
- la perturbation des systèmes de suivi technique : les agents techniques en raison du covid-19, des risques de contamination et des mesures de distanciation verront leur capacité d'accompagnement des producteurs affectés si une stratégie efficace n'est pas mise en place pour adapter l'offre d'encadrement au contexte;
- le faible accès au crédit qui risque de s'aggraver du fait du contexte de covid-19 ;
- et surtout la perturbation des circuits d'approvisionnements à travers le problème de main d'œuvre, le renchérissement des coûts des opérations, la lenteur de ces opérations qui occasionnera une perte plus importante des produits rapidement périssables, l'accroissement des besoins de stockage, la rupture des chaînes d'exportation en raison de la situation de covid-19 dans les pays de destination mais aussi la problématique du fret vers ces pays.

Quant aux ménages vivant du secteur formel, l'aggravation de la pauvreté et des inégalités pourraient être le fait de la perte de pouvoir d'achat en raison des impayés de salaires par des entreprises en difficulté, des risques élevés de perte d'emploi qui créeront une certaine incertitude financière chez ces ménages et pourraient les amener à épargner pour faire face aux éventuels difficultés à venir. Les ménages vivant du secteur informel quant à eux pourraient faire face à une aggravation de la pauvreté et des inégalités au travers de l'augmentation du chômage et de la perte des revenus dû à :

- la baisse quasi certaine des transferts de la diaspora ;
- la perturbation des entreprises du secteur informel en termes de problème de liquidité,
- la fermeture temporaire ou faillite de certaines entreprises.



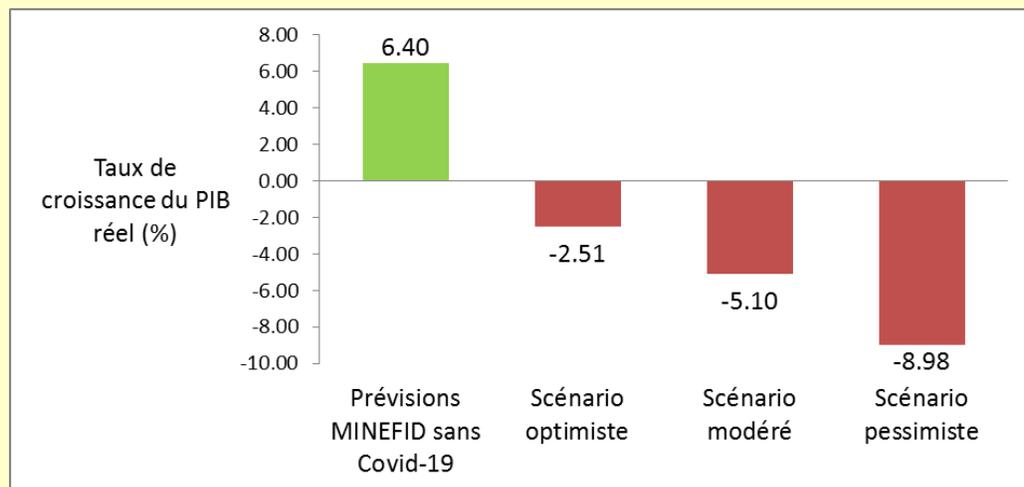
**Figure 4 : Canaux d'impact du COVID-19 sur les ménages au Burkina Faso**

*Source :* construction des auteurs

## 5. Impacts du covid-19 selon la simulation en EGC

### 5.1 Impact sur la croissance économique réelle

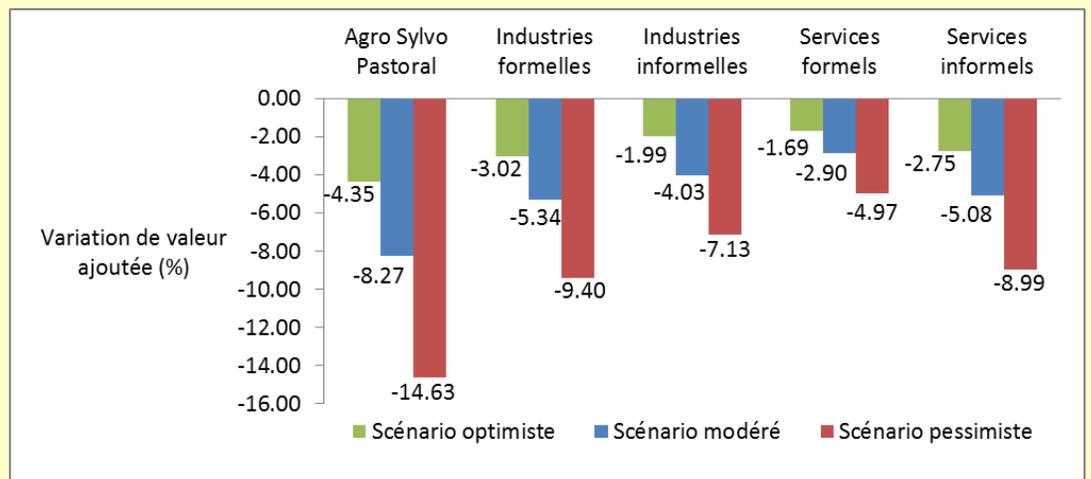
Les résultats de la simulation indiquent une baisse de la croissance économique quel que soit le scénario considéré. Alors que le Ministère de l'Économie et des Finances (MINEFID, 2020) avait prévu une croissance de 6,4% du PIB réel pour l'année 2020 par rapport à 2019 et en absence de Covid-19, la pandémie pourrait entraîner une récession de l'économie du Burkina Faso si des politiques efficaces de soutien à l'économie ne sont pas prises. L'ampleur de cette récession dépendra de la durée de la pandémie. Dans le scénario optimiste (durée de pandémie de 3 mois), la récession sera de -2,51%, c'est à dire que le PIB réel en 2020 baissera de 2,51% par rapport à 2019. Quant au scénario modéré (la durée de pandémie atteint 6 mois) la récession sera de -5,10%, c'est à dire une baisse de 5,10% du PIB réel de 2020 par rapport à 2019. Au cas où la pandémie s'enlise en atteignant 9 mois (scénario pessimiste) la récession sera de -8,98%, ce qui signifie une baisse de 8,98% du PIB réel de 2020 par rapport à 2019.



**Figure 5. Effet du covid-19 sur le PIB réel du Burkina Faso**

### *5.2 Effets sur les valeurs ajoutées sectorielles*

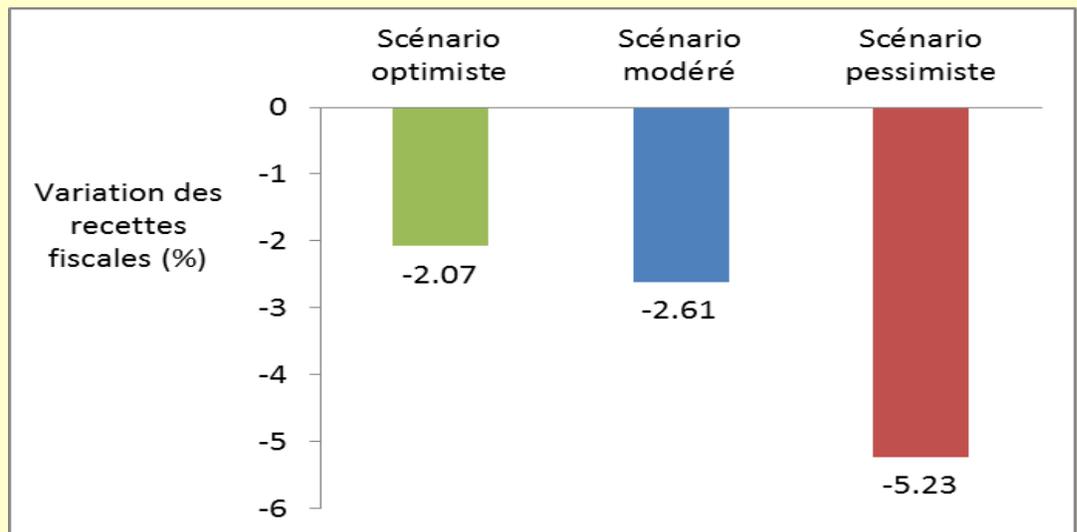
En examinant, les valeurs ajoutées qui seront créées par secteur de l'économie dans le contexte du Covid-19 (Figure 6), il est à noter que d'une façon générale, la valeur ajoutée de tous les secteurs de production se contracte pour tous les scénarii. Aucun secteur de l'économie du pays ne sera donc épargné par l'avènement du Covid-19, informel comme formel. Mais globalement le secteur informel (Services et industries) va être plus affecté par le Covid-19. En considérant individuellement les différents secteurs, celui qui sera le plus affecté demeure le secteur agro-sylvo-pastoral avec une baisse de la valeur ajoutée de 4,35% sous le scénario optimiste et jusqu'à 14,63% sous le scénario pessimiste. Cette baisse implique moins de revenus pour les ménages vivants de ce secteur, et par conséquent une possible aggravation de la pauvreté étant donné qu'environ 80% des ménages du Burkina Faso vivent du secteur agro-sylvo-pastoral. A la suite du secteur agro-sylvo-pastoral, ce sont les industries formelles qui viennent en termes de degré d'impact négatif. Leur valeur ajoutée reculera de 3% selon le scénario optimiste et de 9,40 % sous le scénario pessimiste. Ces industries formelles seront fort probablement beaucoup plus des Petites et Moyennes Entreprises (PME) plutôt que des grosses entreprises. En effet, une enquête d'opinion auprès des entreprises au Cameroun a révélé que les PME s'estimaient plus vulnérables (61% des PME enquêtées) comparativement aux grandes entreprises (27% des grandes entreprises enquêtées) qui sont plus résilientes aux chocs (Financial Afrik, 2020). Cela pourrait également être le cas au Burkina Faso. Le secteur des services informels occupent le 3ème rang en termes de baisse de la valeur ajoutée créée. Ainsi, il verra une baisse de sa valeur ajoutée de 2,75% sous le scénario optimiste et de jusqu'à environ 9% sous le scénario pessimiste. En termes de vulnérabilité, le secteur agro-sylvo-pastoral apparaît donc être le plus vulnérable aux effets du Covid-19.



**Figure 6. Effet du Covid-19 sur la valeur ajoutée des différents secteurs de l'économie**

### 5.3 Effets sur les recettes fiscales

Depuis un certain temps, l'Etat burkinabè semble avoir pris l'option de renforcer la mobilisation interne des ressources pour réduire sa dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure. Cependant, la contraction de l'économie du pays dans le contexte du Covid-19 implique une baisse des recettes fiscales (Figure 5). Sous le scénario optimiste les recettes fiscales baisseront de 2,07%. La baisse atteindra 5,23% au cas où la pandémie perdure (scenario pessimiste).



**Figure 5 : Effet du Covid-19 sur les recettes fiscales du Burkina Faso**

## 5.4 Impact social

### 5.4.1 Effet sur l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)

La pandémie et ses conséquences négatives sur la production domestique engendrent des pressions inflationnistes valables pour chaque scénario (Figure 7). Les résultats indiquent un indice des prix à la consommation (IPC) de 0,24 pour le scénario optimiste (durée de la pandémie de 3 mois). Cela signifie que la chute de la demande de certains produits (en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et/ou de la baisse des revenus), surtout les produits périssables, incitent à vendre moins chers pour réduire les pertes. Toutefois l'IPC augmente lorsque la pandémie dure. Il atteindra 2,16 pour le scénario modéré (la pandémie dure 6 mois) et 3,29 pour le scénario pessimiste (la durée de la pandémie atteint 9 mois). Les prix à la consommation seront 2,16 et 3,29 fois plus élevée respectivement en raison de la baisse continue de l'offre résultant des pertes des produits périssables et/ou des difficultés d'approvisionnement en raison de la maladie et des effets des mesures barrières.

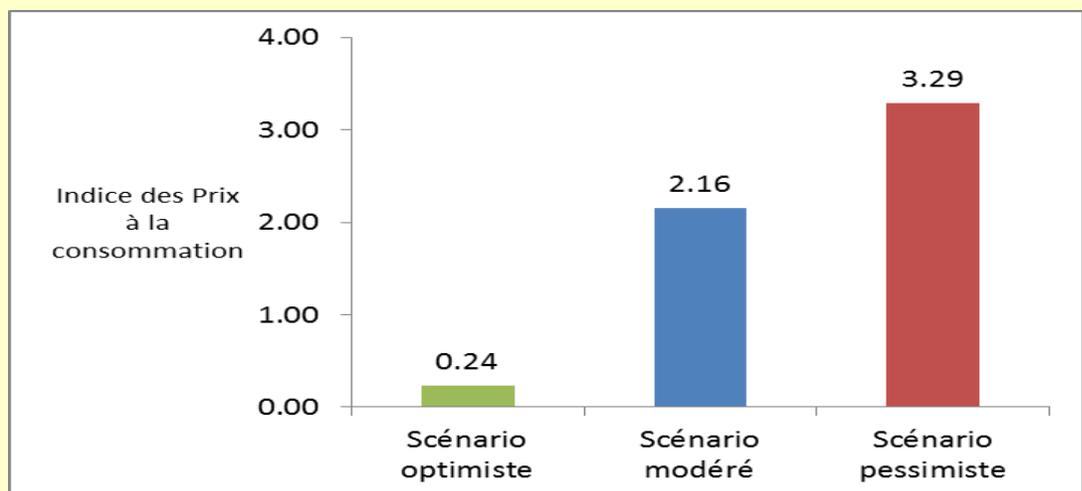
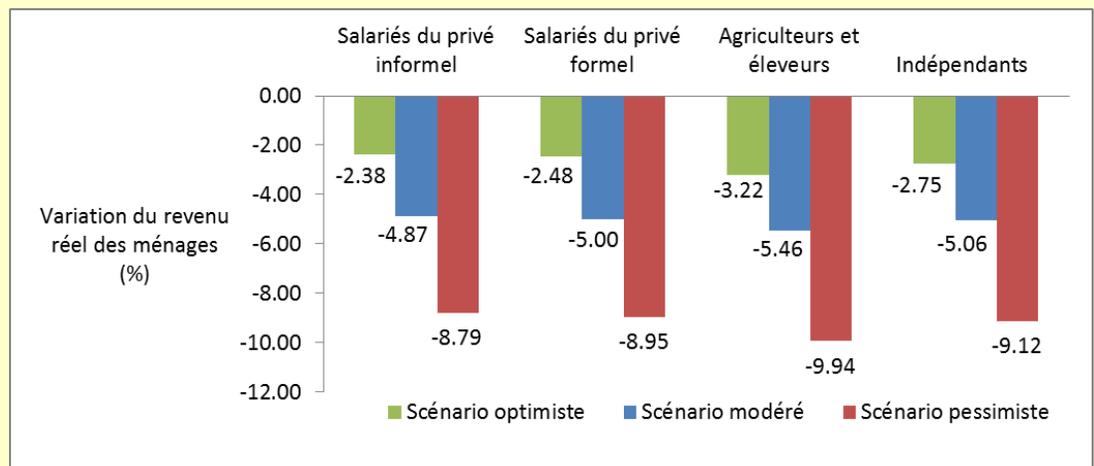


Figure 7. Effet du Covid-19 sur l'indice des prix à la consommation

### 5.4.2 Effets sur les revenus réels des ménages

La hausse du niveau général des prix et les pertes de revenus induites par la chute de la production domestique provoquent une réduction des revenus réels (pouvoir d'achat) pour toutes les catégories de ménage (Figure 8). Les agriculteurs et éleveurs, les indépendants (informel non-agricole) ainsi que les salariés du secteur informel sont les ménages les plus affectés dans tous les scénarios. Par ailleurs, la réduction du pouvoir va logiquement entraîner des pressions baissières sur la consommation des biens et services.



**Figure 8. Effets du Covid-19 sur le revenu réel des ménages burkinabè**

### 6. Le Covid-19, une opportunité?

Le covid-19 pourraient être une opportunité pour peu que l'on capitaliser sur les situations de nouvelles demandes qui se créeront mais aussi des initiatives d'innovation qui naitront de l'effort de lutte contre le covid-19 et des actions d'adaptation. Nous pensons particulièrement aux nouvelles opportunités d'investissement directement issues de la crise. En effet la crise a révélé la nécessité d'accroître l'investissement dans certains secteurs. Il s'agit de la nécessité de la modernisation de la santé, de réforme de l'éducation, de la digitalisation des entreprises pour un meilleur fonctionnement. Les besoins en termes de fabrication locale de masques de protection sont une opportunité pour la filière textile. La crise a également révélé des talents : au Burkina Faso et partout en Afrique les gens ont rivalisé d'ingéniosité au travers des créations de technologies ou de mises au point de pratique. Aussi, chacun a pu observer que dans cette bataille pour la survie, la solidarité entre pays a été mise à l'épreuve et il y a eu une sorte de chacun pour soi d'abord avec les récits de détournement de masques destinés à des pays par d'autres qui se veulent pourtant être des amis.

Au plan social et culturel, il se développe une sorte de créativité de mode suite à la nécessité d'usage des masques. La crise a par ailleurs démontré une fois de plus que l'Afrique devrait compter sur elle-même, sa médecine traditionnelle et son savoir et savoir-faire sur les plantes. Enfin, le marché intra-africain pourrait être une opportunité pouvant contribuer à atténuer certains des effets négatifs du Covid-19 en limitant la dépendance vis-à-vis des partenaires extérieurs, en particulier dans le domaine des produits pharmaceutiques et des denrées alimentaires de base.

### 7. Conclusion et recommandations de politiques sociales et économiques

Bien que l'Afrique soit relativement moins touchée par le covid-19 comparativement au reste du monde, elle pourrait être plus affectée par les impacts socio-économiques

de la pandémie. Au-delà des effets directs de la pandémie les effets des mesures barrières pourrait affecter drastiquement l'économie africaine burkinabè (et africaine) à travers le ralentissement du commerce extérieur, la baisse des transferts de la diaspora, le bouleversement de l'offre et de la demande domestiques. Le secteur agro sylvo-pastoral sera le plus affectée au Burkina Faso, et l'économie connaîtra une contraction entraînant une baisse des recettes fiscales, la perte de revenus et du pouvoir d'achat des ménages avec l'enlisement de la pandémie. Ce qui pourrait conduire à une aggravation de la pauvreté et des inégalités si des mesures de politiques sociales et économiques inclusives ne sont pas prise suffisamment à temps. Ces mesures de politiques devraient permettre de:

- prendre en charge et gérer de façon stratégique les effets de la contraction de l'économie suite au COVID-19. Il s'agira de réfléchir de manière inclusive à des programmes d'accompagnement des couches vulnérables pour soutenir le pouvoir d'achat, notamment des ménages ruraux et des ménages vivant du secteur informel ;
- soutenir les entreprises à travers un report des charges sociales et fiscales, le financement de trésorerie à des taux d'intérêt réduits ou la mise en place d'un fond spécial de soutien à la relance des entreprises ;
- un appui conseil aux entrepreneurs et entreprises afin de les aider à s'adapter en optimisant leurs ressources ou en réorientant leurs activités ;
- mettre en place un mécanisme de soutien aux agriculteurs maraichers et de contre-saison pour la gestion des pertes de production pendant la période de confinement et de quarantaine ;
- adapter rapidement le système d'approvisionnement en intrants et équipement agricoles ainsi que d'assistance technique pour la campagne agricole pluvieuse;
- renforcer la capacité de transformation et de conservation des produits agricoles ;
- refonder à termes le système de santé pour le rendre plus efficace à la prise en charge et la gestion des épidémies afin de réduire la mortalité;
- mettre en place un système de capitalisations des innovations techniques, technologique et du numérique qui ont vu le jour dans le cadre de la riposte contre le Covid-19.

### **Bibliographie**

AfDB, 2020. AfDB Socio Economic Database, 1960-2020.

Bekkers, E., Keck, A., Koopman, R., Nee, C., 2020. Methodology for the WTO trade forecast of April 8 2020. World Trade Organization, Geneva, Switzerland, p. 25.

Bisong, A., Ahairwe, P.E., Njoroge, E., 2020. The impact of COVID-19 on remittances for development in Africa. The European Centre for Development Policy Management (ECDPM), Netherlands, p. 26.

Financial Afrik, 2020. Cameroun : le patronat déplore l'impact du COVID-19 sur les entreprises. Financial Afrik.

Guïro, A., Koné, B., Ouaro, S., 2020. Mathematical model of the spread of the coronavirus disease 2019 (COVID-19) in Burkina Faso. p. 15.

Kissinger, H., 2020. La pandémie de coronavirus modifiera à jamais l'ordre mondial. Wall Street Journal (États-Unis). Réseau Voltaire.

Maliszewska, M., Mattoo, A., Mensbrugge, D.v.d., 2020. The Potential Impact of COVID-19 on GDP and Trade. World Bank.

MINEFID, 2020. Troisième cadrage macro-économique 2019 sur la situation économique et financière du Burkina Faso en 2019 et les perspectives pour 2020-2022.

Ouédraogo, I.M., Kinda, S.R., Zidouemba, P.R., 2020. Analyse économique des effets du Covid-19 au Burkina Faso. Forge Afrique, Ouagadougou, Burkina Faso.

Ratha, D.K., De, S., Kim, E.J., Plaza, S., Seshan, G.K., Yameogo, N.D., 2020. COVID-19 Crisis Through a Migration Lens. Migration and Development. World Bank, Washington, D.C. , p. 37.

Surico, P., Galeotti, A., 2020. The economics of a pandemic: the case of Covid-19. London Business School, p. 93.

UNECA, 2020. Sans protection adéquate, le Covid-19 pourrait tuer 300.000 Africains cette année. Commission Economique pour l'Afrique.

Vaitilingam, R., 2020. Likelihood of a coronavirus recession: Views of leading US and European economists. 5. <https://voxeu.org/article/economic-impact-pandemic-igm-forum-survey>

Zio, S., Tougri, I., Lamien, B., 2020. Propagation du COVID-19 au Burkina Faso : Modélisation Bayésienne et Quantification des incertitudes : première approche. p. 6.